

BESANÇON #DEBOUT

Le journal des Bisontin.e.s en lutte contre la Loi Travail et son monde

Numéro 1 - Mai 2016 - Prix Libre

LOI TRAVAIL : L'IMPOSSIBLE HORIZON DES PATRON-NE-S

Une question récurrente autour de la Loi Travail est la suivante : sachant que ce projet de loi vise notamment à réduire le chômage, en donnant la possibilité aux patron-ne-s de moins payer les heures supplémentaires de leurs salarié-e-s, comment pourrait-il y avoir de nouvelles embauches ? Effectivement, à première vue, faire travailler davantage ceux et celles qui ont déjà un emploi semble en contradiction avec le fait d'embaucher du nouveau personnel.

C'est mal connaître la logique du productivisme libéral : l'emploi y est subordonné au taux de productivité, or, produire davantage exige davantage d'investissements à la base. Pour investir davantage, il faut qu'il y ait eu davantage de ventes au préalable, donc davantage de produits commercialisables en sortie de chaînes. En rémunérant moins des employé-e-s déjà qualifié-e-s, les patron-ne-s se donnent la possibilité de les faire travailler plus longtemps et donc de produire davantage, pour vendre davantage. L'augmentation de leurs bénéfices pourrait alors leur permettre d'investir dans de nouvelles productions, liées à des marchés nouveaux, et là, alors seulement là, ils/elles pourraient employer du nouveau personnel, nouveau personnel dont le nouveau pouvoir d'achat sera destiné à consommer la nouvelle production. N'est-il pas vertueux le cercle de la logique libérale ?

Mais pourquoi tous ces détours, nous dira-t-on, alors qu'il suffirait de partager immédiatement la somme de travail entre toutes les personnes en capacité de travailler ? Parce qu'embaucher, c'est aussi former. Former des personnes pour de nouvelles productions, aux yeux du patronat, c'est de l'innovation. Tandis que former des personnes pour une production que d'autres salarié-e-s maîtrisent déjà, aux yeux du patronat, c'est une perte de temps. Or, comme chacun le sait, à leurs yeux, le temps c'est de l'argent. Cqfd. Le plein emploi : d'accord, mais pas au détriment de leurs profits. D'ailleurs, qu'arriverait-il s'ils/elles voyaient leurs profits s'amincir ? Eh bien ils/elles iraient investir ailleurs et nous perdriions tout espoir de plein emploi. Voilà la menace.

Cette démonstration est celle que les expert-e-s nous serinent à longueur d'antennes : nous n'avons pas d'autre choix, c'est la seule solution pour sortir du chômage de masse. Travailler plus pour consommer plus, consommer tou-te-s pour travailler tou-te-s, ou l'indépassable horizon du libéralisme régnant. Hélas, il y a un hic. Il y en a même plusieurs : l'efficacité réelle du procédé, leurs effets à long terme sur le bien-être collectif, et son impossibilité écologique.

Mettons que la productivité augmente, et le pouvoir d'achat de ceux et celles qui ont déjà un emploi grâce à la multiplication des heures supplémentaires. En effet, des richesses seront produites. Ce procédé est à l'œuvre depuis des décennies, c'est celui par lequel nous parvenons à maintenir un faible taux de croissance. Qui nous dit que les bénéfices iront à l'investissement, et qu'ils ne resteront pas dans les poches du patronat et de l'actionariat ? L'expérience nous le prouve : l'augmentation de leur rémunération n'a cessé de croître depuis trente ans ; mais que font-ils en

réalité de tout cet argent ? Ils/elles le placent en banque pour le faire fructifier, ou le dépensent à leurs seuls loisirs personnels. L'investissement ? Que dalle, ou si peu. Ils/elles n'investissent que pour leurs propres intérêts : leur confort, leur sécurité, leur faste, leur mobilité. En revanche, notre alimentation, notre santé, notre éducation, notre logement : des clous. Pourquoi d'un seul coup, par enchantement, changeraient-ils/elles leurs habitudes ? Rien ne nous permet d'espérer qu'une augmentation de la productivité sera profitable au plus grand nombre tant que le MEDEF ne s'y engage pas.



Mais bon, ne soyons pas si suspicieux, mettons que travailler davantage nous mène au plein emploi. Quelles en seront les conséquences ? Une rémunération plus importante, certes, mais également : moins de temps pour nos proches (vivent les divorces, les conflits de générations et la méconnaissance des voisin-e-s de paliers, Marine vous remercie) ; une plus grande fatigue et donc plus de maladies, plus de douleurs physiques et psychiques, plus de stress, une espérance de vie plus courte ; une définition de nos personnalités de plus en plus liées à notre poste de travail et de moins en moins liée à nos goûts culturels ; moins de temps pour rencontrer de nouvelles personnes, s'instruire et s'informer ; moins de temps pour cuisiner, faire du sport, se détendre, faire l'amour et dormir - pas forcément dans cet ordre - donc moins de temps pour prendre soin de soi. Bilan, comme le dit l'un des slogans qui tournent dans les manifestations : « Loi El Khomri : vie pourrie ». Rêver d'une vie qui ne se limite pas à travailler, savoir que l'on pourra porter des idéaux, se définir de l'intérieur et non seulement par ce qui nous est renvoyé de l'extérieur, les patron-ne-s peinent à comprendre que l'essentiel est là. On ne s'étonnera pas derrière que le djihad armé attire des jeunes par centaines.

Ceci dit, cessons de nous plaindre, on ne peut pas avoir l'argent du beurre et le beurre (et le cul de la crémière - ou du crémier, au choix - comme

dirait l'autre), tous ces renoncements sont peut-être tristes à accepter mais rappelons-le : *there is no alternative*. Il en va de l'avenir collectif, si les travailleur/euse/s actuel-le-s ne sacrifient pas leurs vies à la production, ils/elles priveront les millions de demandeur/euse/s d'emplois d'un salaire, et donc de quoi vivre un peu plus décemment. Mettons que tout le monde bosse et puisse consommer, que les investissements battent leurs pleins, et que les nouveaux marchés prolifèrent, que s'ensuivra-t-il ? Une augmentation générale - et à long terme mondialement - de l'accès aux biens et aux services pour tous les êtres humains : chacun sa bagnole, ses appareils électrifiés, ses cadis remplis à ras bords, sa garde-robe renouvelable à souhait, ses vacances dans les îles et son lot de médocs pour tenir le coup. Soit une utilisation exponentielle des ressources fossiles. Et oui les ami-e-s, on n'a rien sans rien, consommer : super, mais encore faut-il en avoir la matière.

Malheureusement pour tous les fofous du consumérisme : la raréfaction du pétrole, du gaz, de l'uranium, des métaux, du bois et de l'eau est déjà en marche depuis un bon moment. Et ce n'est pas avec trois éoliennes, deux panneaux solaires, quelques forages de schiste et le recyclage nucléaire que nous parviendrons au confort généralisé. Les études réalisées depuis les années 1970 (dont la première du Club de Rome) sur les liens entre croissance économique et production de gaz à effets de serre sont implacables : chaque point de croissance gagné accroît la destruction de l'environnement, il n'y a pas de croissance économique possible sans dilapidation de ressources fossiles. Et comme il n'y a pas d'énergies massivement renouvelables, il ne nous reste - au mieux - qu'une cinquantaine d'années de productivisme effréné devant nous. Ainsi la question n'est plus de savoir comment produire davantage et diversement, mais comment produire moins et mieux. L'investissement peut bien se barrer ailleurs, c'est partout pareil.

L'issue tient en un mot : décroissance, soit l'épouvantail des libéraux de tous poils. Qu'on ne s'y méprenne pas : la décroissance, ce n'est pas l'arrêt de la croissance (nous dirions alors « non-croissance »), c'est simplement l'arrêt de sa logique ; ce n'est pas non plus la fin de l'espoir en la science, mais seulement celui de son accaparement par les plus riches ; ni le retour à la bougie, juste la mort de l'obsolescence et de l'inutile. Notre seul impératif du point de vue de la production consiste à rationaliser nos besoins, autonomiser nos pratiques, limiter notre gaspillage, et pérenniser nos biens, en partageant tout ce qui peut l'être. Pour y parvenir, il n'y a pas trente-six solutions : d'abord réfléchir (grève générale illimitée), ensuite s'émanciper (autogestion), puis s'organiser (associations), et enfin réapprendre (universités populaires), tout en s'entraidant (mutualisme).

Nos vies valent plus que leurs profits.

Sernan



Nuit Debout du Samedi 7 Mai (Parc Micaud)

LA PORTE OUVERTE PAR LA LOI EL KHOMRI

Il me semble bien que je ne serai jamais un militant dans le sens traditionnel du terme, les manifestations, les assemblées générales, les tracts, les affiches, tout cela n'est pas pour moi. Cependant, il y a un élément dans tout ce mouvement politique, militant, qui m'attire : c'est la création, l'éducation, l'élévation (dans le sens, si l'on veut, où on élève un enfant), l'éveil des consciences, un mode d'action selon un angle bien plus porteur que celui qui fait prendre les pancartes et les banderoles (on ouvre la porte, il faut ensuite vouloir la pousser et entrer), c'est le degré le plus spirituel de l'action politique : l'art, qui est le pont entre les choses divines, sacrées, spirituelles (ou quelque soit le nom qu'on leur donne, le plus important est le principe), et les choses humaines, quotidiennes, matérielles, et l'éducation par lui, la porte qu'on ouvre vers un éveil, ou plutôt qu'on permet d'ouvrir. Il doit falloir dire les choses - les plus spirituelles possibles - dont on sent qu'on peut, ou même qu'on doit les dire.

Nous étions sur la route du commissariat pour soutenir un membre du comité de mobilisation contre la loi "travail" qui y était convoqué, suite à une plainte qu'on avait portée contre lui après l'une des dernières manifestations, quand tout à coup des policiers en civil l'interpellèrent. La tension fut palpable, des voitures de police arrivèrent, les gens qui constituaient le soutien élevèrent la voix en revendications légitimes, les policiers usèrent de violence physique. Pour ma part, je fus choqué, ému, ébranlé même (et je devais l'être encore plus en apprenant le lendemain qu'une violente répression eut lieu plus tard devant le commissariat, contre la délégation de soutien qui n'avait pas lâché l'affaire, à coups de gaz et de matraques). C'était la première fois que je vivais quasiment de l'intérieur un tel évènement, et j'étais juste assez impliqué je pense pour que cet évènement soit (enfin) de nature à me faire réfléchir suffisamment sérieusement. Je crois que la première chose que je me suis dite concerna la physionomie des deux policiers en civil, leur aspect tant physique que vestimentaire (mauvais signe : déjà très semblable de l'un à l'autre) m'inspira une défiance instinctive. En un mot, ils avaient vraiment l'air stupide. Non pas vraiment de la stupidité qui rend manifeste un manque cruel d'intelligence (quoiqu'un peu tout de même, peut-être ; mais une lacune est toujours difficile à discerner aux premiers abords), mais plutôt de celle qui laisse une trop grande place, trop facilement, à la méchanceté, à la mesquinerie, à la bassesse.

Plus tard, je retrouvai cette réflexion que je m'étais déjà faite : le simple fait qu'un de ces "gardiens de la paix" puisse - c'est-à-dire qu'il y ait à la fois possibilité et autorisation - être stupide est déjà une aberration. Après ce constat, comment, au mieux, faire confiance à ces personnes, ou comment, au pire (ce pire qui est malheureusement le plus réaliste), ne pas s'en défier ? Cette légitimité à condamner les policier-e-s est effrayante. Peut-être l'idée même d'une police est-elle aberrante.

Je rêve d'un monde où tous les occupant-e-s d'une quelconque fonction impliquant une quelconque forme de pouvoir auraient le *devoir* d'être enseigné-e-s par des personnes de spiritualité très élevée. Ou mieux encore, un monde où chacun-e serait en capacité de se gouverner soi-même. Cela paraît impossible, c'est vrai ; mais je pense que justement ce n'est qu'une apparence, et qu'on a dû se décourager trop souvent devant de telles idées, qu'on les a reléguées, de manière bien commode, sur le banc des utopies. Pour moi, je préfère parler d'idéal. On a trop tendance à considérer l'idéal comme le synonyme de l'utopie, encore par commodité, paresse ou lâcheté probablement, mais à mon avis, il prend la nuance de *réalisable* que n'a pas l'utopie : qui n'a pas entendu dire, au cours d'une discussion tout à fait banale et aux enjeux modestes : "l'idéal, ça serait qu'on..." , et on fait ainsi. L'idéal ne convoque que la meilleure manière de faire, et heureusement nous sommes encore capables de choisir la

L'EFFICACITÉ DE NUIT DEBOUT :
LA FORCE POLITIQUE DU LIEU

meilleure manière de faire. Seulement, nous sommes arrivé-e-s à un stade de dégradation si avancé, que les impératifs spirituels qui peuvent et doivent s'imposer à tout un chacun ne sont plus que très difficilement en phase avec la matière du monde ; ainsi, la distance se creusant de plus en plus entre ces deux pôles, les possibilités d'agir spirituellement les plus immédiates ne se trouvent plus que sur les marges et sont individuelles. Heureusement, elles restent irréductibles, les frontières (qui sont aussi des points de passage et de transition) et les individus ne cessant pas (encore) d'exister.

Pour revenir à la loi El Khomri, je sais qu'il est légitime de la condamner et de se battre contre elle, seulement même si elle n'entre pas en vigueur, dans l'état actuel des choses il y aura toujours des raisons de se rebeller, et c'est pour cela qu'il faut passer de la résistance à l'élévation, qu'il faut passer du ponctuel au durable ; être légitime, avoir raison, n'est plus assez, il faut être ambitieux et ne plus baser son action sur une opposition, mais sur une construction, une création, qui vaudra par elle-même et pour elle-même.

Tout cela peut paraître fantaisiste, irréalisable, utopique ou je ne sais quoi, mais ces considérations ne sont que le produit d'une loi des proportions très mathématique : plus ce qui nous opprime est puissant, plus la réponse doit être aussi, et les muscles de l'indignation ne sont plus suffisants, il faut activer les forces spirituelles, et les cultiver, comme en une forme d'haltérophilie, et cela passe par *se* cultiver, cela doit être notre politique du long terme.

Une expérience a été faite : une grenouille est plongée dans un bocal plein d'eau, elle y est à l'aise ; brusquement, on augmente la température de l'eau : la grenouille s'échappe du bocal. Maintenant, on y replace la grenouille et on recommence, on augmente à nouveau la température, mais cette fois de manière très progressive, petit à petit... Très doucement... La grenouille ne s'échappe pas et finit par mourir dans l'eau bouillante. La loi "travail" a peut-être augmenté trop brusquement la température, nous réagissons, mais nous ne devons pas oublier que quoi qu'il arrive, la température continuera d'augmenter, voilà pourquoi nous devons cultiver notre sang froid et prévoir quelque chose sur le long terme, ne plus nous contenter des coups de sang des manifestations, des indignations, des violences, mais réfléchir, apprendre, nous élever, prendre conscience du plus de choses possibles, partager, diffuser, créer même, si l'on peut, ainsi notre bonheur ne sera plus soumis à une quelconque loi du gouvernement, et nous aurons gagné, non pas seulement *contre* qui ou quoi que ce soit, mais *absolument*.



*
« Quand tout a disparu dans la nuit, "tout a disparu" apparaît. C'est l'autre nuit. La nuit est apparition du « tout a disparu ». Elle est ce qui est pressenti quand les rêves remplacent le sommeil, quand les morts passent au fond de la nuit, quand le fond de la nuit apparaît en ceux qui ont disparu... »

Nuit Debout s'essouffle de ce qu'on *croit* être son manque d'organisation. Mais ne nous y trompons pas, car c'est là l'avenir des luttes politiques qui se joue, si Nuit Debout s'essouffle c'est moins de ce supposé « manque » d'organisation, que de cette croyance tenace selon laquelle il serait nécessaire de s'organiser pour durer. Contre une telle croyance, héritée des problèmes du passé, l'effectivité de Nuit Debout nous force à penser nouvellement ce que peut être une consistance politique.

On nous dit que Nuit Debout mourra de son inefficacité. Et c'est vrai : quelle pourrait être la pertinence, et donc la consistance, d'une force politique dont l'existence ne participerait d'aucun changement, d'aucune victoire contre les puissances qu'elle entend combattre ? Fort de cette idée, on nous dit alors que le problème de Nuit Debout est qu'elle doit s'organiser pour être efficace. Mais que faut-il comprendre par « organisation » ? Ici, c'est l'évidence - c'est-à-dire le passé - que nous croyons entendre nous répondre : l'organisation c'est la structuration d'un ensemble en un tout défini, coordonné et fonctionnel, c'est-à-dire doté d'une chaîne de pouvoir capable de proposer, de délibérer, de décider et de contraindre afin d'atteindre des objectifs communs. Et à l'évidence encore - c'est-à-dire, cette fois-ci, selon le constat qui semble s'imposer à nous - Nuit Debout ne répond à aucuns de ces points. En particulier, c'est dès le premier maillon, sa propre définition, qu'elle fait défaut et qu'ainsi rien ne peut s'y enchaîner correctement. Or, nous pensons qu'ainsi énoncé le problème est mal posé. En déduisant l'inefficacité de Nuit Debout de son absence évidente d'organisation, il y a le risque de présupposer ce qu'est Nuit Debout, ou plutôt, de définir Nuit Debout à partir de ce qu'elle *devrait être*, c'est-à-dire d'écraser sa potentielle nouveauté sous les formes politiques du passé. Peut-être est-ce vrai, peut-être que Nuit Debout est une forme amputée, dégradée, voire avilie ou immatée de ce que devrait être un mouvement social, et qu'ainsi s'explique sa faiblesse, sa déficience et sa mort annoncée ; mais en partant d'un tel postulat, ce qui est certain, c'est qu'aucune forme politique nouvelle ne saurait jamais être appréciée à sa juste singularité, et qu'au nom des formes passées, toute forme inédite risque d'être condamnée dans l'œuf, et ainsi symboliquement avortée avant même que ne soit prêtée attention à ce qu'elle affirme comme force effective. C'est pourquoi nous préférons partir d'un postulat différent : Nuit Debout relève d'un autre registre d'efficacité que celui de l'organisation, et avant que de présupposer ce qu'elle devrait être, il faut voir ce qu'elle fait, et ainsi réviser notre conception de ce que peut être une force politique. En ce sens, avant de juger que Nuit Debout est un collectif mal défini, en manque d'identité, nous préférons constater qu'elle est un ensemble actif et nous demander quelle est la consistance de cet ensemble s'il n'est pas unifié. Autrement dit : comment définir l'ensemble Nuit Debout ? Qui appartient à Nuit Debout ? S'affirme-t-elle en une ligne claire ? Nous savons que cette ligne a un point inaugural, auquel les médias et ceux ou celles qui les ont intégrés, se rattachent désespérément, comme d'un os non pas à ronger, mais qu'il s'agit seulement de suçoter afin de ne pas l'épuiser trop rapidement et de pouvoir continuer à croire, mais toujours dans la crainte de s'être illusionné-e, qu'en son cœur est préservé sa substantifique moelle ; ce commencement de Nuit Debout nous hante en un slogan : « Contre la loi El Khomri et son monde ». Est-ce un mot d'ordre, un cri de ralliement, une devise, un leitmotiv ? S'agit-il de l'esprit de Nuit

Debout qui se dit en ces mots, se répète en un murmure parcourant les assemblées et orientant les commissions ? Rien n'est moins sûr, mais il est certain qu'en l'indétermination même de ce slogan résonne une identité souterraine, presque une mémoire qui fixe un but et dont l'oubli signifierait une dispersion fatale. La question est de savoir si le début doit déjà annoncer la fin, et si sans fin définie, c'est-à-dire en tournant le dos à son début, un mouvement peut encore se faire. Un autre slogan, circulant ça et là, et jouant au plus malin avec ce point de départ, aurait ici son mot à dire : « Continuons le début ! ». L'erreur serait d'y voir la volonté d'une répétition éternelle du premier slogan : une fidélité bégayante, ou pire, le perpétuel recommencement d'une amnésie sans avenir, alors qu'au contraire, si en une telle répétition c'est à l'oubli du début qu'il s'agit bien d'œuvrer, ce n'est pas afin que rien ne se poursuive jamais, mais dans l'espoir qu'en faisant que d'autres fins soient possibles, c'est la force des débuts qui soit conservée. Nous pensons que c'est dans la subtilité d'un tel slogan que se dessine ce qu'est Nuit Debout : non pas une identité en laquelle il reste possible de se reconnaître en regardant en arrière, mais une force de recommencement grâce à laquelle le mouvement sera toujours gros de l'avenir. Nuit Debout n'est pas définie, c'est vrai, elle n'a pas de ligne claire qui la délimiterait en une forme, qui la cernerait en une figure identifiable. On ne peut pas se représenter Nuit Debout : sa réalité est tangible, visible, et pourtant elle reste inassignable, car ses contours sont flous, elle est sans bords, à tel point que ses débordements paraissent lui appartenir. C'est là sa force : rien ne peut l'assujettir ou l'interpeller, sans identité, elle reste insaisissable. Même en creux elle échappe à toute délimitation, car sans dehors, personne ne peut dire ce que n'est pas Nuit Debout, sauf à risquer le ridicule des zélés de l'identité : « Nuit Debout n'est pas Finkelkraut », ce qui est à peu près aussi pertinent que de dire : « Une rose n'est pas un éléphant ». Alors que dire ? Faut-il en conclure que Nuit Debout n'est rien parce que tout et donc n'importe quoi ? Que sans pouvoir en définir la ligne, elle est condamnée à l'inaction, que sans objectif commun il est impossible ne serait-ce que d'en attendre l'horizon d'une quelconque efficacité ?

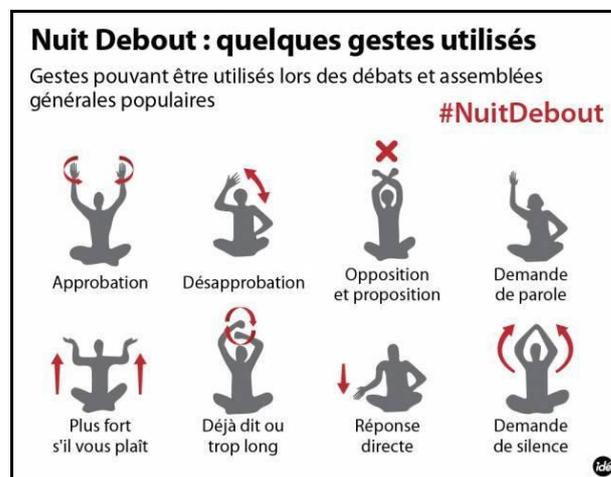
*

«...L'autre nuit n'accueille pas, ne s'ouvre pas. En elle, on est toujours dehors. Elle ne se ferme pas non plus, elle n'est pas le grand Château, proche, mais inapprochable, où l'on ne peut pénétrer parce que l'issue en serait gardée. La nuit est inaccessible, parce qu'avoir accès à elle, c'est accéder au dehors, c'est rester hors d'elle et c'est perdre à jamais la possibilité de sortir d'elle... »

*

Le problème serait de persister à penser en terme de forme, c'est-à-dire (au risque d'un obscur raccourci), de définir la politique en terme de pouvoir. « Ce qui est informe est sans pouvoir, car seul un sujet bien identifié est capable de parler et d'agir en son nom » nous répètent infatigablement les militant-e-s. Ils/elles ont raison. Mais il n'est pas certain que la politique ne soit qu'une affaire de pouvoir. Peut-être, comme dirait l'autre, que la *puissance* politique, nécessaire à la prise de pouvoir, et dans une certaine mesure indiscernable à son mouvement, ne trouve sa source et ne se joue que dans ces zones informes, indéterminées, flottantes, pour tout dire anarchiques, que déserte le pouvoir, faute d'emprise possible. Nous pensons que Nuit Debout est une telle zone de puissance - qu'il s'agirait encore de déterminer selon un mode de détermination adéquat à la puissance, c'est-à-dire non pas assignant des limites, mais décrivant des intensités. Mais qu'on nous comprenne bien, nous ne chercherons pas à rejouer ici la dichotomie éculée entre l'organisation du pouvoir et la spontanéité de la puissance, qui, depuis au moins les querelles de la Première Internationale, minent et scindent les forces révolutionnaires en deux options politiques opposées. Il nous semble au contraire que Nuit Debout rend cette séparation caduque, et nous force à sortir de ces représentations passées. C'est là son intérêt

théorique et en même temps son effectivité pratique. De quelle puissance Nuit Debout est-elle le nom ? Est-ce une pure puissance ? Est-ce qu'une telle pureté peut avoir un sens ? Non, bien entendu, toute pratique efficace suppose une forme de pouvoir, c'est pourquoi toute la difficulté de notre tentative de définition va consister à ne pas opposer l'un à l'autre. Autant l'erreur serait d'opposer isolément le pouvoir et la puissance, autant l'enjeu n'est pas de chercher à compenser l'un par l'autre. Ce qu'il faut penser, c'est la sortie de cette dichotomie afin qu'à partir de la pratique, pouvoir et puissance, forme et force, s'agencent selon la singularité de ce en quoi elles consistent : un lieu.



Pour toute personne qui aura été, ne serait-ce qu'une soirée, à Nuit Debout, ce qu'est Nuit Debout lui aura paru une évidence. Quand on y est, on le sait, et pourtant, on ne peut pas dire ce que c'est, et c'est pourquoi tous ceux et celles qui y sont se le demandent : « qui sommes nous, là, ensemble ? » Une réponse facile, mais pas sans intérêt, serait de dire « nous sommes ce que nous faisons », ce qui assurément pourrait définir l'existence de Nuit Debout en affirmant : « Nuit Debout existe, la preuve, j'y suis ! ». Mais exister ne suffit pas pour être efficace, tout au plus cela permet-il de se sentir exister et ainsi se rassurer qu'il se passe quelque chose, qu'il y a du mouvement.

Or, nous ne pensons pas que Nuit Debout soit un mouvement parce qu'elle trouve sa consistance en des lieux, et non dans la rue. Il ne s'agit pas de se déplacer, de se diriger vers un lieu, mais d'occuper une place, de se faire une place et de la revendiquer pour elle-même. À ceux et celles qui nous demandent « Qui êtes-vous ? » et qui attendent que nous déclinions une identité, nous répondons déjà : « Nous sommes là », ce n'est qu'un début, mais c'est déjà tout ce que nous pouvons être. Ensuite, ce qu'il reste à faire, c'est de tenir en place tout en intensifiant notre présence. Et c'est ce double objectif qui, parce qu'a priori contradictoire, est difficile à atteindre. Car à gagner en intensité il y a toujours le risque de ne plus tenir en place, de se vouloir déjà ailleurs, de se répandre et ainsi perdre en énergie. En ce sens, si Nuit Debout affirme l'avenir des forces politiques c'est d'abord parce que la consistance qu'elle revêt ne peut être comprise qu'en abandonnant les conceptions passées de ce que nous croyons être - et donc devoir être - une entité politique : une unité, un tout organique, structuré et donc efficace. Nuit Debout n'est rien de tout cela et pourtant existe déjà comme force politique. Alors qu'est-ce que Nuit Debout ? D'aucuns diront que ce type de question, « qu'est-ce que », appartient encore à ce que Nuit Debout n'est déjà plus : en ce sens il faudrait plutôt dire : « que fait Nuit Debout ? », mais ce serait alors chercher à esquiver ce qui risque de nous revenir qu'avec trop d'insistance. Le pragmatisme a ses limites et nous satisfaire de la seule réalité de l'action ne saura jamais suffire pour répondre aux exigences politiques de notre situation : la responsabilité révolutionnaire est aussi théorique. Fuir sans regarder derrière, ne pas tenir en place, est le meilleur moyen de s'essouffler, et même si de telles fuites ne manqueront pas de nous apporter leurs lots de

trouvailles inédites, et de victoires inespérées, il est certain qu'elles ne seront que sporadiques, éphémères et précaires. Or nous sommes convaincus que de Nuit Debout nous pouvons espérer bien plus que la jouissance de quelques émeutes. Fuir cette question en pensant que nous pourrions la laisser derrière nous, c'est, craignons-nous, la retrouver nous devançant déjà, comme un fantôme au regard insoutenable. Tragiquement, il nous faut l'affronter. Nous en avons les moyens, à la condition de ne pas oublier la manière dont, ici, nous tenons à la préciser : « En quoi *consiste* Nuit Debout ? ».

*

« ...Cette nuit n'est jamais la pure nuit. Elle est essentiellement impure. [...] Elle n'est pas la vraie nuit, elle est nuit sans vérité, qui cependant ne ment pas, qui n'est pas fausse, qui n'est pas la confusion où le sens s'égaré, qui ne trompe pas, mais dont on ne peut se désabuser... »

*

En un mot, nous dirons que Nuit Debout est un révélateur et un incubateur d'affects politiques. En différents lieux prennent consistance des affects collectifs. Virtuellement, ils existaient déjà en chacun de ceux et celles qui ont cru sentir en eux/elles qu'ils/elles devaient se rendre en ces lieux ; ils/elles s'accumulaient à la vue de l'intolérable, de l'injuste, de l'insupportable que l'état du monde tel qu'il va aujourd'hui nous fait ressentir. Mais engoncés en chacun-e, ces affects restaient encore flous, indéterminés, ou alors seulement partiellement, au contact des ami-e-s, de ceux et celles avec qui nous savons déjà partager de tels affects. À Nuit Debout, parce que nous y rencontrons n'importe qui, mais toujours porteurs virtuels de ces mêmes affects, nous comprenons à nouveau le sens du politique, nous sentons ces affects du politique se déployer de nous, vers nous, c'est-à-dire à travers nous ; et alors nous nous rappelons qu'il est certains affects qui ne peuvent s'affirmer ni à l'intérieur, ni à l'extérieur, de *nous*, mais que nous ressentons immédiatement à l'interstice des corps, à même ces lieux où nous nous rassemblons. En ce sens, la consistance de Nuit Debout est d'ordre affective, ce sont des affects qui circulent en certains lieux, parce qu'en ceux-ci nous rencontrons une multitude d'individus porteurs d'une même virtualité, une même puissance. Cette puissance est politique du seul fait qu'en elle s'exprime des affects qui ne peuvent être pleinement ressentis qu'en commun, sans que ce commun n'en précède l'expression et sans que personne ne puisse s'en sentir le/la dépositaire ou le/la représentant-e. Nous nous savons politique au moment où nous ressentons nos affects circuler en un lieu, et non plus en nous-mêmes. Nuit Debout consiste à nous le rappeler, si ce n'est à nous le révéler.

Mais de tels affects, nous les ressentions déjà dans la rue lors des manifestations, des émeutes, nous nous savions déjà politiques, seulement, avec Nuit Debout, nous savons que c'est autre chose qui se joue, car en dehors du caractère ponctuel et contingent des mouvements de rue, nous y comprenons ce que peut signifier que des tels affects aient lieux, fassent lieux. En Nuit Debout les affects politiques prennent place, s'installent, s'incarnent, ils existent quasiment en dehors de ceux et celles qui les éprouvent. Nuit Debout, ce sont des lieux qui deviennent affectifs. Non pas au sens où ils deviendraient symboliques, comme les témoins d'une présence passée, qui représenteraient une puissance politique s'étant rassemblée en son temps, mais parce qu'ils sont la consistance même des affects, qu'ils sont une puissance politique en tant que lieu. C'est là la force de Nuit Debout : produire des lieux politiques : des lieux incubateurs d'affects. D'où provient leur consistance et comment fonctionnent-ils ?

Ce qui se passe à Nuit Debout, ce sont d'abord des rencontres et des discussions. C'est à travers ces échanges de regards, de gestes, de paroles, d'opinions, à travers toute cette économie affective que prend la consistance de Nuit Debout et s'installe une puissance politique. Concrètement, l'Assemblée Générale, cœur battant du lieu, polarise les échanges, les fait converger de telle sorte qu'à cet endroit là l'intensité

affective soit maximale et que la multitude soit la plus hétérogène. C'est à cette double condition que la production des affects politiques peut avoir lieu le plus librement, c'est-à-dire le plus efficacement. Véritable incubateur, l'Assemblée Générale a pour fonction la production des affects. Ce qu'il faut comprendre ici, est que ces affects sont communs non parce que l'Assemblée se serait mise d'accord, ni même parce qu'elle réunit les conditions d'un débat pluraliste où une discussion « constructive » peut se tenir. La production des affects politiques procède du seul fait qu'un tel rassemblement ait lieu et qu'en ce lieu chacun vienne exprimer ce qu'il ressentait virtuellement. La puissance que chacun exprime alors devient commune parce qu'elle révèle en chacun-e une même intensité affective qui prend consistance dans le lieu. Nuit Debout naît de ces prises de parole qui se tiennent quotidiennement, et qui, indépendamment de leur pertinence, de leur efficacité délibérative, ou de quel qu'autre critère appartenant au registre du pouvoir, participent d'une intensification des affects collectifs.

Une preuve que ce qui importe dans les Assemblées Générales relève moins des idées qui y sont émises, que des affects qui y sont produits, est que cette production peut tout autant se tenir aux moments plus rares, mais aussi plus intenses, et donc peut-être plus efficaces, de ce qui a été appelé Orchestre Debout. La musique, plutôt que la parole comme agent et vecteur des affects politiques, y est alors ressentie avec évidence, comme si la musique devenait politique, comme si le lieu devenait musical ; et l'assemblée s'intensifie dans ce tourbillon des affects. Ce que prouvent également de telles expériences, c'est le ridicule de ceux et celles qui cherchent encore à poser le problème de la représentation de Nuit Debout. Qui d'autre pourrait représenter les affects politiques que le lieu lui-même ? La meilleure réponse serait peut-être : *La Symphonie du Nouveau monde*.

*

« ...Du bien accueillir la nuit comme la limite de ce qui ne doit pas être franchi ; la nuit est acceptée et reconnue, mais seulement comme limite et comme la nécessité d'une limite : on ne doit pas aller au delà. [...] Du bien la nuit est ce que le jour à la fin doit dissiper : le jour travaille au seul empire du jour, il est conquête et labeur de lui-même, il tend à l'illimité. [...] Du bien, la nuit est ce que le jour ne veut pas seulement dissiper, mais s'approprier : la nuit est aussi l'essentiel qu'il ne faut pas perdre, mais conserver, accueillir non plus comme limite, mais en elle-même ; dans le jour doit passer la nuit... »

*



Collage pour la Nuit Debout du Samedi 23 Avril

Mais alors, que vaut une consistance qui ne peut être identifiée, représentée ? Ne nous leurrions pas, une telle question, sous ses allures politiques, cache souvent une préoccupation médiatique. Nous savons que la question de la représentation est passée du domaine politique au domaine du spectacle, et peut-être n'en est-il jamais allé autrement. À ceux et celles qui entretiennent cette confusion, nous répondrons donc par le silence. Les plus malins rétorqueront pragmatiquement qu'une telle confusion est un fait, et qu'en tant que tel, la question de l'efficacité

politique comporte une dimension médiatique irréductible : Nuit Debout doit pouvoir communiquer. C'est vrai, mais uniquement dans le cas où Nuit Debout chercherait à s'organiser comme force de proposition, or, encore une fois, nous pensons que ce serait manqué sa véritable efficacité, à savoir sa puissance en tant que révélateur et incubateur d'affects politiques. Il n'empêche que la question revient : que faire de tels affects ? Faut-il se satisfaire de leur seule production ? Est-ce la seule efficacité que l'on peut attendre de Nuit Debout : la production d'affects politiques ?

L'efficacité de Nuit Debout est d'ordre tactique : nous pouvons mener des actions, sans limite a priori. Ce pouvoir nous vient de notre puissance. Et si l'Assemblée Générale a pour rôle d'incuber les affects, ce sont les commissions qui assurent le passage à l'action. Les commissions sont la deuxième composante de Nuit Debout, là où certains affectent se cristallisent spontanément et ponctuellement autour d'une idée, d'un désir, là où se déterminent des objectifs, des méthodes. Autour de l'Assemblée Générale d'où rayonnent les affects et les individus, des groupes se forment, une périphérie s'organise et vient canaliser la puissance du lieu. À la fois constituées par l'intensité intérieure du lieu, et constituant les forces qui se déploieront depuis ce lieu, les commissions constituent la membrane de la place, là où passe l'énergie, la surface sensible de Nuit Debout. De là peut s'élaborer la tactique du lieu, ou plutôt, les tactiques, singulières à chaque commission, sans qu'il ne soit nécessaire d'une entente ni même d'une cohérence d'ensemble. L'ensemble ne se définit qu'en puissance et donc sans considération de forme, mais cette puissance se transforme en des forces grâce aux commissions qui organisent le passage à l'action, qui construisent des voies de passage, des ports d'où jaillit l'intensité de Nuit Debout comme autant de forces pour l'action politique. La manière dont l'affect politique peut prendre consistance dépend de la composition chacun-e, il s'agit donc de se regrouper en fonction de ce qu'on est déjà, du passé qu'on apporte avec soi, mais vouloir l'uniformiser, vouloir que tou-t'es s'accordent, vouloir faire corps, c'est déjà déterminer une ligne, un programme, un objectif communs, c'est vouloir canaliser l'intensité en un même flux, en une stratégie unique, c'est prendre le risque de tarir l'incubation des affects, c'est formaliser a priori ce qui ne s'est pas encore affirmé de lui-même, et ainsi empêcher que de nouvelles formes inédites (commissions, objectifs, actions) adviennent. Vouloir faire des lieux de Nuit Debout de nouveaux organes d'une même structure, c'est établir ce que peut faire et doit être Nuit Debout, c'est restaurer des frontières, une grille afin de pouvoir dire : « Cette action, cet objectif, n'est pas Nuit Debout », « Ceci est un débordement », « Cela est conforme au lieu », etc. Alors la puissance ne pourra plus pleinement s'affirmer, alors l'homogénéisation sera en marche et l'intensité se dissipera, et Nuit Debout s'essoufflera. C'est déjà le cas. Non pas qu'une telle uniformisation soit déjà à l'œuvre (ce serait à discuter), mais que la volonté d'organisation en charrie le désir et ainsi entrave la production des affects politiques. Les lamentations sur ce que n'est pas encore Nuit Debout et les prises de position sur ce qu'elle devrait être n'ont jamais généré aucune puissance.

En résumé, qu'est-ce que Nuit Debout ? C'est un ensemble de puissances affectives qui, en des lieux, prennent consistance, se font force politique : des affects qui prennent corps, une multitude dont l'intensité s'affirme comme moteur de l'action. À la différence d'une émeute, Nuit Debout n'est donc pas une *pure puissance*, elle est aussi une force au sens où elle est capable de prendre forme (de manière éphémère), d'irriguer des formes (groupes émeutiers, associations, syndicats, partis, etc.) pour mener des actions tactiques. Nuit Debout n'est pas non plus une *pure forme*, elle intensifie des formes existantes et produit des formes nouvelles. Ni pure puissance, ni pure forme, Nuit Debout est une force dont l'efficacité consiste à révéler, incubé et affirmer des affects politiques. Or une telle consistance suppose un minimum d'organisation afin que ces trois fonctions soient assurées. Le lieu rend possible cette consistance, mais pour qu'elle reste en place, pour que de l'intensité ait toujours lieu, pour que le début continue, il faut en organiser la production. De là pourraient-

être déduites quelques propositions stratégiques. Nous n'en indiquerons que quelques principes : 1) que l'Assemblée Générale soit un lieu d'échange d'affects et non de prise de décision ; 2) que la circulation des affects politiques dans le lieu ne soit pas entravée pas des règles d'uniformisation ; 3) que la cristallisation des affects se fasse par elle-même et non forcées de l'extérieur par des organisations cherchant à capter l'intensité de Nuit Debout ; 4) que les organisations de l'extérieur ne soient pas dénigrées au nom d'une identité « apolitique » de Nuit Debout, mais utilisées comme des vecteurs tactiques de l'action ; 5) que chacun soit informé, à chaque instant, des commissions actives sur le lieu afin de pouvoir orienter son actualisation affective ; 6) que tout ce qui nuit ou ne participe pas au fonctionnement de Nuit Debout (révélation, incubation, affirmation) soit l'objet d'une méfiance affective ; 7) que toute volonté ou tentative d'homogénéisation des affects politiques et des individus, et d'uniformisation des tactiques en une stratégie générale d'action, ou de constitution d'une représentativité, soit considérée comme l'essoufflement annoncé de Nuit Debout.

*

« ... Il n'y a pas d'instant juste où l'on passerait de la nuit à l'autre nuit, pas de limite où s'arrêter et revenir en arrière. Minuit ne tombe jamais à minuit. Minuit tombe quand les dés sont jetés, mais l'on ne peut jeter les dés qu'à Minuit. »

Maurice Blanchot

*

Nuit Debout est impure : une puissance à intensifier en des lieux qu'il faut tenir. Mais beaucoup n'y tiennent plus. D'un côté un désir déchaîné de pure puissance proclame l'émeute comme modèle ; de l'autre un désir enchaîné de pur pouvoir érige la structure en nécessité, ces deux tendances se radicalisent au moment de l'essoufflement. Tou-te-s justifient leur position en invoquant l'efficacité. Peut-être ont-ils/elles chacun-e raison, seulement, ils risquent de ne pas voir l'efficacité propre à Nuit Debout : un moyen d'intensification des forces politiques. En chaque nuit alterne la colère noire des un-e-s et l'obscurantisme des autres. Chacun-e revendique Minuit, les un-e-s comme le début de la nuit, les autres comme la fin du jour. Nous pensons que Nuit Debout n'est ni l'un, ni l'autre, ni autre chose. Nuit Debout révèle le jour, incube la nuit et affirme un nouveau jour, le tout en un Minuit sans fin, en un lieu sans bords, en une force sans nom. Nous ne désirons plus être un ensemble dénombrable, identifiable, nous ne désirons plus nous reconnaître, nous accorder. Irresponsables, nous ne nous représentons pas, mais enthousiastes nous irriguons le monde d'une force capable de répondre à tous les appels de lutte et d'émancipation. En nos lieux souffle le nouvel esprit de la politique, en nos actions s'organise son avenir.

Michaël C.



[DÉBAT] DÉSOBÉISSANCE CIVILE : RADICALITÉ ET NON-VIOLENCE

Quels modes d'actions pour notre lutte ? Tous les moyens sont-ils bons ? S'agit-il seulement de se défendre ou aussi de contre-attaquer ? Y a-t-il une violence qui soit légitime ? La position actuelle du Comité de Lutte Besançon est de ne mettre en œuvre aucune action violente, tout en laissant à chaque individu la responsabilité d'agir selon sa volonté. Mais le débat reste intense au sein des Bisontin-e-s en lutte : la radicalité divise-t-elle le mouvement social ? C'est, de fait, que la non-radicalité également. Regards croisés.



CONCILIER RADICALITÉ ET RISQUE DE RÉPRESSION

Si on ne passe pas à l'action, rien ne changera jamais, et dès qu'on passe à l'action la police devient une menace, dès lors quelques précautions s'imposent. Si l'usage de la violence et ce qu'on entend par là peuvent et doivent être discutés, l'auto-défense des mouvements sociaux est le plus légitime des droits. Ce document est forcément incomplet.

Préparer les manif

D'une part aborder les questions qui vont suivre en assemblée pour prendre des décisions collectives auxquelles il faudra se tenir, d'autre part former un petit groupe de personnes de confiance, se répartir les tâches et s'entraider. Discuter de ce qu'on veut, de ce qu'on est prêt-e-s à faire, des risques encourus. Repérer le trajet de la manif et ses environs, les cibles potentielles, les accès, les caméras, les lieux possibles pour stocker du matériel.

Prévoir éventuellement de quoi se masquer (t-shirt sur la tête, foulard), changer d'apparence (autre veste, casquette...), se protéger des violences (foulard imbibé de citron ou vinaigre, lunettes étanches, sérum physiologique, protections légères en carton), le numéro d'un-e avocat-e. Mais aussi : casse-croûte, flotte, trousse de secours, marqueurs, peinture, pièce d'identité...

Laisser à la maison : carnet d'adresse/répertoire, documents sensibles, objets interdits qu'on ne pense pas utiliser (c'est toujours con de se faire chourer son opinel et de prendre une amende pour port d'arme).

En manif

Garder les idées claires : éviter ABSOLUMENT alcool et pétards, il y a d'autres moments pour ça ; ne pas oublier que l'euphorie collective peut pousser à prendre de gros risques pour peu de résultats.

Se déplacer avec le petit groupe d'affinité précédemment évoqué, éviter les actes punis par la loi sans que les alentours ne soient surveillés par des camarades, rester groupé-e-s avec le reste de la manif. Repérer les

flic/ques en uniforme et en civil, leurs déplacements, leur équipement (c'est ce qu'ils/elles font avec nous). En cas de tentative d'arrestation s'agripper au/à la camarade et le tirer vers la manif (sans lui arracher le bras non plus, hein) et rameuter plus de camarades. Une barricade peut gêner ou ralentir la police, les jets de projectiles ne sont utiles que pour stopper une charge ou forcer une ligne qui bloque le cortège.

Ne jamais perdre de vue qu'il est très improbable que nous ayons le dessus "militairement" contre les forces de l'ordre, à part en de rares occasions. Le véritable rapport de forces est ailleurs, dans le nombre de grévistes, les blocages et occupations ; la force doit servir à atteindre nos objectifs, pas à satisfaire un fantasme insurrectionnel.

Risques encourus

"Outrage et rébellion", même quand on n'a rien fait d'autre que subir des violences, passible au max de 7 500€ d'amende et 6 mois de prison. Plus grave : incitation à l'émeute, rébellion armée, violences et autres délits. Le mieux est de n'avoir "rien à déclarer", de ne pas signer de déposition, au moins jusqu'à consulter un-e avocat-e, et de ne donner sa version qu'au/à la juge.

Garde à vue : garder le silence, ne donner que son identité, demander à voir un-e avocat-e et en cas de violences un-e médecin. On peut refuser le prélèvement d'ADN, on risque dans ce cas une amende et une courte peine de prison. Accepter leur permet de vous fichier au moins 10 ans même si vous êtes innocenté-e plus tard.

Comparution immédiate : on est jugé-e en sortant de garde-à-voir. Il vaut souvent mieux la refuser pour préparer sa défense et ne pas être condamné-e à chaud pour l'exemple, mais le risque est d'être mis-e en prison "préventive" jusqu'au procès... ça dépend du délit, à voir avec l'avocat-e.

Le procès : un-e procureur-e réac demande une peine très forte (souvent le max), un-e juge tout aussi réac prononce une peine un peu moins forte et ça lui suffit pour se croire impartial-e.

Sans se faire trop d'illusion on peut porter plainte contre la police en écrivant au/à la procureur-e de la république avec accusé de réception (n'allez pas au commissariat porter plainte contre la police !)

Il est rare, mais de moins en moins, de voir des grévistes ou manifestant-e-s condamné-e-s à de la prison ferme, sans se terroriser autant se rappeler que ça peut arriver. Souvenons-nous aussi qu'il n'y a pas si longtemps ça faisait partie du "parcours normal" d'un-e militant-e, même très réformiste et pacifique. La description ci-dessous est celle d'un camarade à qui c'est arrivé :

"La prison ressemble à une cité U délabrée dans laquelle on ne sort de la chambre que sur ordre et où on vit souvent avec 2-3 personnes qu'on ne connaît pas. On peut faire quelques courses mais c'est plus cher que dehors et on n'a aucun revenu de minimum social. C'est le règne de l'arbitraire. Le seul moyen individuel de continuer la lutte : ne pas se renier, témoigner vers l'extérieur, soutenir les autres prisonnier-e-s, développer la solidarité (mais discrètement car on risque un traitement spécial réservé aux meneur/euses, isolement et surveillance accrus)."

Notre arme : la solidarité

Ne jamais dénoncer un-e camarade de lutte même si on désapprouve ses actes, la police n'a pas besoin de nous pour faire son travail. Toujours aller soutenir les arrêté-e-s devant le commissariat, ça peut permettre d'obtenir leur libération sans poursuites. Si ça s'éternise on peut

BESANÇON #DEBOUT

organiser un relai pour qu'il y ait au moins quelqu'un-e pour accueillir le/la camarade à sa sortie. En cas d'amende organiser collectes et concerts de soutien : personne ne doit payer de sa poche pour des actes de lutte. Et si jamais quelqu'un-e finit en taule, lui rendre visite, lui écrire, lui envoyer de l'argent, jusqu'à sa sortie.

Et surtout, surtout, ne dites plus casseur/euse, mais CAMARADE !



Blocage des voies de la Gare Viotte (Mardi 17 Mai)

ANNUAIRE WEB

Notre site internet : <http://nuitdeboutbesac.fr>

Notre page facebook : <https://www.facebook.com/NuitDeboutBesac>

Notre soutien radio : <http://radiobip.fr/site/category/actualites-info-besancon/nuit-debout-besancon/> (Émission Radio Debout : tous les vendredis à 20h45)

Notre soutien photo-vidéo : saypc.fr



<https://www.facebook.com/Comit%C3%A9-de-lutte-de-Besan%C3%A7on-676996315773109>

POUR RÉUSSIR LA MOBILISATION, IL Y A 3 SOLUTIONS : UNITÉ, UNITÉ ET UNITÉ

Les sociaux-démocrates qui nous gouvernent, Hollande et Valls en tête, sont en train de trahir la promesse d'une démocratie sociale. Cette démocratie sociale repose sur le dialogue entre le/les pouvoir(s) et les corps intermédiaires, donc les syndicats de salarié-e-s. Les conventions collectives en sont une des expressions les plus abouties. Annuler le principe de faveur, ou mettre fin à la hiérarchie des normes, c'est faire prévaloir le cas particulier devant la loi générale. C'est aussi tendre vers ce que certains appellent le "dumping" social : si une entreprise réussit à baisser la rémunération des heures supplémentaires, il y a fort à parier que les autres entreprises du secteur lui emboîteront le pas. Les droits des salariés seront donc inévitablement tirés par le bas !

Face à cela il y a plusieurs groupes politiques, syndicaux, collectifs, coordinations qui luttent depuis 2 mois. Cependant, la mobilisation peine à atteindre une ampleur suffisante pour faire reculer le gouvernement, pour obtenir le retrait de ce projet de loi.

Certains comportements me semblent aller à l'encontre de la réussite de la mobilisation : la violence et le manque d'unité du mouvement.

La violence, la radicalisation violente, est, et a toujours été, un frein à la mobilisation. En effet, si les plus radicaux/ales d'entre nous y trouvent leur compte, il faut bien comprendre que réussir la mobilisation c'est entraîner le grand public dans le mouvement. C'est difficile, encore plus dans nos sociétés individualistes, mais la violence, autant physique que verbale, éloigne les gens modérés de l'action, des manifestations de rue.

De la même façon, les propos qui attaquent les syndicats, ou les organisations politiques, y compris les député-e-s frondeur/euse/s du PS... ne sont pas les bienvenus. Nous avons politiquement, syndicalement, des opinions et des positions différentes. Mais nous devons nous respecter et toutes les opinions et les initiatives démocratiques pour faire tomber ce texte sont les bienvenues et ont une raison d'être.

Prenons le cas des frondeur/euse/s. C'est une première que des député-e-s de la majorité signent une motion de censure contre leur gouvernement ! Et même si il a manqué 2 voix ... Et les député-e-s socialistes qui ne l'ont pas faits, ont aussi leur raison : "faire tomber Valls = dissolution de l'assemblée = élections législatives = retour de la droite = un texte 10 fois plus dur et réac", désolé, mais ça se tient ! La France n'est pas gauchiste ! Attention, je ne dis pas que je suis d'accord (je suis gauchiste), je dis que pour un-e député-e socialiste, c'est logique !

Martinez pour la CGT appelle au blocage d'entreprises, en rappelant que c'est aux salarié-e-s de le décider au cas par cas. Je suis d'accord.

Ceux qui rêvent d'un appel à la grève générale qui serait suivi immédiatement des faits, sont de doux/ces rêveur/euse/s ou des menteur/euse/s. Cela ne fonctionne pas ainsi !

Dans un lointain passé, avec un syndicat de gauche ultra majoritaire et très fort, on pouvait envisager la grève générale ... Aujourd'hui, avec les divisions syndicales et politiques (combien de partis à la gauche du PS ?), ce n'est pas possible.

Alors, Unité, Unité, Unité, et en espérant que ce mouvement débouche sur un syndicat fort et sur un mouvement politique fort, comme en Grèce, comme en Espagne.

Amitiés syndicales,

Toujours en lutte,

Philippe

VOUS AVEZ DIT « VIOLENCE » ?

La violence, c'est prévisible, nous sera montrée comme étant le fait des manifestant-e-s. Des incidents en marge des mouvements seront pointés du doigt pour nous discréditer, et on nous demandera, bien entendu, de nous désolidariser, de ne pas cautionner. La violence aveugle et sourde, en apparence gratuite, sera traitée par les politiques et les médias avec le regard impitoyable que l'on jette sur les terroristes.

Replaçons les choses dans leur contexte. Il n'y a aucune violence gratuite. Il n'y en a jamais eu. Il n'y a qu'une lutte des un-e-s contre des autres. Chacun-e luttant avec les moyens propres à sa classe. Les symptômes de cette lutte sont la violence.

Ceux et celles qui nous gouvernent font déjà montre d'une violence sans commune mesure car proportionnée aux moyens qu'ils/elles ont d'agir, et nous savons que ces derniers sont immenses quand il s'agit de serrer l'ordre établi dans une poigne de fer.

Cette violence sans commune mesure, c'est la violence de leur mépris paternaliste. C'est la rigidité froide des administrations. La violence s'exprime dans l'article 49-3. La violence c'est quand les plus privilégié-e-s vocifèrent face à un centre d'hébergement d'urgence dans leurs quartiers douillets du XVI^e arrondissement de Paris. La violence c'est les privilèges dont se prévalent nos élu-e-s. La violence c'est la surveillance, et la punition des fraudeur/euse/s aux aides sociales et l'encouragement de l'optimisation fiscale. La violence c'est ce processus systématique consistant à nous isoler dans la guerre de tou-te-s contre tou-te-s.

On nous oppose surtout, la violence quotidienne de ces chantages mensongers qui nous font hypothéquer la liberté pour la sécurité et la sécurité professionnelle pour l'employabilité.

Toute cette violence, toutes ces peurs qui nous entravent font de nos ennemi-e-s des terroristes, et la mauvaise nouvelle c'est que ces terroristes là n'ont pas l'intention de se faire exploser.

Nous ne prétendons pas être juges de ceux et celles dont la colère s'exprimera par la destruction matérielle. Personne ne pourra empêcher ceux et celles qui le veulent de détruire. Mais personne ne pourra empêcher ceux et celles qui le veulent d'employer leur détermination à construire.

Nous ne tomberons pas dans le piège des provocations policières et ne nous jetterons pas dans la gueule de ces chien-ne-s du pouvoir dressé-e-s pour nous mater. Nous savons qu'en matière de violence physique, la police frappe plus fort, tue impunément et qu'elle est payée pour cela. Nous le savons, et nous avons autre chose à faire que d'affronter des gens, qui, eux, n'ont rien d'autre à faire que de nous rouer de coups. Dans un premier temps tout du moins.

Il s'agira donc, afin d'économiser nos forces et notre moral, d'être d'une discipline et d'une rigueur irréprochable. Car se battre contre la police, c'est prendre le risque de mourir (dans le vrai sens du terme ou d'être suffisamment blessé-e pour être physiquement mort-e en tant que militant-e) et de voir ce pour quoi nous nous battons disparaître. Nous réussirons sans martyr-e-s. Nous n'avons que faire de donner nos vies à un adversaire qui ne risquera jamais la sienne.

Nous n'avons nul besoin, du reste, de nous battre physiquement. Nous avons pour nous la conviction inébranlable que notre combat est juste, même si dès le départ, nous jouons contre un adversaire tricheur, truqueur, rusé, et mauvais perdant.

Toutes les victoires qui seront obtenues à nos dépens le seront obligatoirement par la force. Elles ne feront que mettre en lumière le vrai visage d'un pouvoir éminemment fasciste. Soyons explicites : le fascisme naît précisément et uniquement lorsque le pouvoir bourgeois n'a d'autre ressource que la force pour perpétuer ses intérêts de classe.

On nous dira qu'on ne sait pas de quoi on parle, et qu'il y a une énorme différence entre le fascisme des années 30 et celui que l'on imagine subir. C'est vrai, et l'histoire ne se répète jamais à la perfection. Toutefois il ne faut pas non plus minimiser les atteintes à nos libertés comme si elles étaient normales.

Nous traversons plus que jamais un moment fasciste de l'histoire de notre pays. L'affaire est sérieuse, mais au moins nous savons contre quoi nous avons décidé de nous battre.



Action Fantôme à la Galerie Pasteur

Qu'est-ce que la BiblioDebout ?

C'est d'abord une expérience participative. Une bibliothèque qui se constitue grâce aux apports de chacun-e. Elle repose sur vos dons (l'occasion pour vous de partager vos coups de cœur littéraires mais aussi de vous débarrasser de livres embarrassants qu'on vous aurait offerts à Noël).

Elle est basée entièrement sur la libre circulation de la culture, l'argent n'y a pas sa place. Que vous fassiez don d'un livre ou non, servez-vous librement parmi les livres mis à disposition. Un ouvrage vous intrigue, attise votre curiosité, vous voulez parfaire votre bibliothèque personnelle ? Repartez gratuitement avec les livres présents !

Prenez le temps de bouquinez, de vous évadez. C'est aussi un lieu de rencontres et de discussions. Ici, on échange des livres mais aussi des opinions !

La BiblioDebout sera présente à chaque Nuit Debout. D'un événement à l'autre, venez avec vos livres, repartez avec des Histoires.

ADRESSE À L'ASSEMBLÉE RÉGIONALE BOURGOGNE – FRANCHE COMTÉ DU 29 AVRIL 2016



Blocage de l'Assemblée Régionale : les militant-e-s Nuit Debout exposent leur désaccord face aux élu-e-s Front National qui usurpent La Marseillaise en signe de protestation.

Mesdames et messieurs les élu-e-s,

Nous comprenons que cette interruption de séance, qui bouleverse un peu les habitudes de votre confort d'assemblée, vous paraisse particulièrement désagréable, mais elle est pédagogiquement nécessaire : le mouvement Nuit Debout n'avait pas 24h d'existence que votre conduite rendait inévitable qu'il soit tout le contraire de ce que vous en espériez, à savoir ce qu'il est réellement et depuis le début : un mouvement politique populaire !

En nommant immédiatement l'événement sous les traits d'un paisible rassemblement démocratique « all inclusive », vous avez en effet cru comme d'habitude pouvoir prendre le contrôle des choses par la communication. Le cocktail suranné du déni et du fantasme aux lèvres, pour ne rien dire de la dose extraordinaire de bêtise et d'outrecuidance qu'il faut toujours au fond pour l'avaler sans scrupules, vous avez cru qu'il suffisait de claironner votre sympathie pour le débat, pour les échanges francs et ouverts, pour le dialogue social, pour l'interpellation citoyenne, comme si c'était ce spectacle-là que nous jouions pour vous, pour nous encourager à entrer dans cette image que vous nous proposiez de nous-mêmes, et ainsi nous rendre inoffensif-ve-s par injonction.

Afin, donc, que vous n'ayez plus de doute sur nos intentions comme sur la signification réelle de ce qui a lieu en France, nous venons mettre les points sur les « i » : vous espériez un club de discussion non discriminatoire, charitable et bon enfant, Nuit Debout est un soulèvement politiquement orienté, c'est-à-dire polémique, excluant et volontariste.

Vous jugiez avec complaisance qu'il est bon que le peuple trouve un espace où il puisse extérioriser ses frustrations, trouver un peu de réconfort par le partage de ses peines, un espace, donc, qui puisse contenir sa colère et sa rage ; en réalité Nuit Debout est une frontière derrière laquelle cette rage et cette colère trouvent librement la voie de leur traduction politique, une école où chacun-e augmente l'intelligence qu'il/elle a de ses problèmes et la conscience qui lui manque du lien de solidarité organique qu'il/elle entretient avec les problèmes des autres.

Vous pensiez que notre mouvement se limiterait à des festivités nocturnes et à une agitation de niche – au périmètre exclusif des places publiques –, Nuit Debout entend bien aussi s'inviter en journée partout où nous sommes dépossédés de la maîtrise de nos existences, et sa destination naturelle est de s'étendre bien au-delà des places pour joindre les banlieues, les campagnes, les lieux de travail et les cénacles institutionnels où nos vies sont en jeu. Vous attendiez des revendications, voici un avertissement ! Un avertissement, c'est-à-dire à la fois une alarme, car sans changement structurel votre folle obstination affaiblira encore le peu d'autorité dont vous avez besoin pour gouverner ; une sanction, car le mal est déjà fait et le peuple a soif de justice ; et enfin une annonce, celle que nous sommes la puissance de la multitude en acte, et que vous êtes ici maintenant sur le chemin où nous avançons !

Vous auriez tort à cet égard de poser sur notre petit comité un regard trop condescendant, et de nous demander avec trop d'assurance au nom de quelle légitimité nous sommes ici pour vous déranger. Car nous n'acceptons aucune leçon de démocratie ni de légitimité de la part d'hommes et de femmes politiques qui sont depuis longtemps déjà et dans tous les scrutins élu-e-s avec des minorités, c'est-à-dire bien souvent, abstention déduite et si l'on observe les résultats du premier tour, les seuls où la volonté réelle des gens s'exprime avec à peu près de conviction sincère, avec 30, 20 voire même 15 % des électeurs !

Vous nous pardonneriez donc de ne pas considérer cette intrusion comme une atteinte à l'ordre démocratique et à votre droit reconnu de délibérer, car c'est nous qui considérons comme une atteinte à l'ordre démocratique et à notre droit constitutionnel d'être adéquatement représenté-e-s l'usurpation que vous faites sans aucune honte de ces lieux !

Mais cette occupation est une forme scandaleuse de coup d'État direz-vous ? Non, c'est une réappropriation ! Ce n'est pas nous, nous qui portons la colère sourde, étouffée, malhabile peut-être, inorganisée sans doute, mais surtout négligée, méprisée, voire censurée, de millions de personnes, celle des manifestant-e-s du CPE, de la loi LRU et de la réforme des retraites, celle des Nonistes du Traité constitutionnel de 2005 et des Indignés de 2011, celle des salarié-e-s de Goodyear ou de LVMH, qui serions un groupuscule d'activistes minoritaire, c'est vous qui êtes la fraction parasite et minoritaire d'un corps social qui ne sait plus comment se défendre.

A quoi servez-vous, depuis trente ans, pour empêcher les délocalisations, pour mettre un terme au Tafta, pour lutter contre le pouvoir actionnarial, pour réécrire les traités européens, bref pour agir sur les leviers structurels qui sont la condition de l'efficacité véritable de toutes les bonnes volontés et des meilleures proclamations d'intention ?

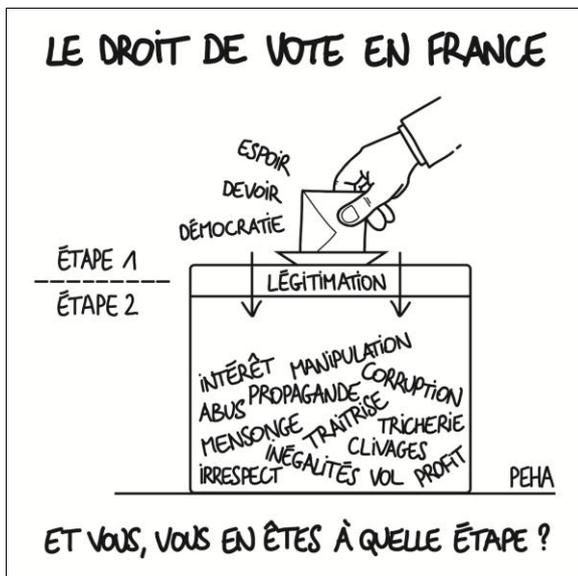
A quoi servez-vous ? A rien ! Vous n'êtes donc plus dignes d'être nos interlocuteur/trice/s. Au nom de tous les indigné-e-s, révolté-e-s, désabusé-e-s et autres dégoûté-e-s par votre incompétence et votre négligence à conduire vos mandats selon les intérêts supérieurs du peuple, c'est-à-dire des hommes et des femmes !, nous déclarons ne plus reconnaître l'autorité à laquelle vous prétendez par votre fonction.

L'objet de cette action n'est donc qu'accessoirement didactique et notre adresse porte en réalité bien au-delà de cette contingente assemblée d'élu-e-s. C'est à la population toute entière que nous nous adressons, pour lancer un appel : pour nous détruire ou nous décourager, le pouvoir politique dominant n'a qu'à se donner la peine d'attendre, d'attendre que nous soyons fatigué-e-s de discuter en place publique, d'attendre que le travail médiatique de discrétisation systématique pénètre suffisamment l'opinion publique pour qu'elle s'en détourne, d'attendre que les charges répétées de CRS dissuade le grand nombre de poursuivre dans cette voie, bref d'attendre que la population se persuade, une fois de plus, qu'elle est impuissante, qu'une confrontation radicale et déterminée est inutile, qu'il n'y a aucune autre alternative que de mettre son espoir entre les mains de ceux/celles-là mêmes qui passent leur temps à nous décevoir.

L'autre possibilité, c'est de ne pas laisser au pouvoir politique le luxe d'attendre ni le droit de faire comme si nous n'étions pas là, comme si nous n'étions qu'un problème passager et parallèle à gérer, voire à mater.

Pour cela, investissons, reprenons, assiégeons, bloquons tous les organes de la démocratie : mairies, conseils divers, assemblées soi-disant régionales ou nationales. Nous appelons au blocage organisé du pouvoir politique !

Le comité Nuit Debout Besançon-Dijon



Le mythe du plein emploi apparaît comme un obstacle au progrès social

Rappelons ces simples chiffres : aujourd'hui on recense 6,5 millions de chômeur/euse/s inscrit-e-s à Pole Emploi, toutes catégories confondues. Seulement 4 chômeur/euse/s sur 10 sont indemnisé-e-s, et la moitié encore de ces chômeur/euse/s indemnisé-e-s l'est en dessous du seuil de pauvreté (1000€/pers. Insée). 6,5 millions de chômeur/euse/s recensé-e-s, bien plus si on y ajoute tous ceux et toutes celles qui ne recourent pas à leurs droits ou qui en sont exclu-e-s (SDF, jeunes non encore officiellement sur le marché du travail, sans papiers, indépendant-e-s...), 6,5 millions de chômeur/euse/s pour seulement 627 132 offres d'emploi ce matin sur le site de Pole Emploi. Et même encore, 90% de ces offres sont des emplois précaires, CDD de moins d'un mois, temps partiels, etc...

Il y a donc une véritable crise du revenu pour la population qu'il est de première nécessité politique de prendre en compte, et qu'il est irresponsable de prétendre résoudre à court ou moyen terme par une rémunération issue d'un emploi enfin rétabli pour tou-te-s. Il y a urgence : accepterions nous que seulement 4 malades sur 10 soient soigné-e-s ? Un revenu du chômage est, par ailleurs, une réalité doublement nécessaire en période de crise, outre qu'il offre un revenu venant compenser la réalisation du risque social de l'économie, il permet un rempart efficace contre le chantage à l'emploi et ainsi garantit vertueusement une marge de manœuvre à chacun-e pour déterminer soi-même son existence, son chemin dans la vie. On comprend assez vite la conséquence politique de la poursuite d'une telle liberté.

Les moyens ne manquent pas. Si l'assurance chômage affiche 34 milliards d'euros de recettes, les politiques combinées de tout à l'emploi font que l'état dépense plus de 65 milliards d'euros en dispositifs divers, niches fiscales, compensations d'allègement de charges... (DARES). Il y a donc une marge de manœuvre importante pour réformer le système d'allocation chômage, d'autant que le monde du travail et de l'économie évoluent progressivement de plus en plus loin de l'emploi salarié (nouveaux/elles indépendant-e-s, économies numériques...), c'est à dire font migrer le travail en dehors des cadres qui soulèvent les cotisations propres à financer la protection sociale.

INTERVENTION DE LA Coordination des Intermittent-e-s et Précaires (CIP) AU DÉBAT FRANCE STRATÉGIE DU 10/05/2016

Aucune politique réellement sociale ne peut se fonder sur l'horizon du plein emploi, du retour au plein emploi, qui n'a jamais existé, qui n'existera sans doute jamais et qui est un des mythes majeurs par lesquels se conditionne aujourd'hui tout le recul social et le détricotage des droits.

Il suffit d'ouvrir le radio le matin, la télé le soir, pour entendre des expert-e-s nous répéter la nécessité de résoudre le chômage par une politique d'emploi à tout prix : relance de la croissance, baisse du coût du travail, défiscalisation, etc... Le consensus est absolu : de parti en parti, de syndicat en syndicat, l'emploi doit revenir. Ne reste qu'à négocier les modalités des réformes. La question du progrès social ne serait donc plus d'actualité dans un pays qui voit pourtant ses richesses augmenter plus vite que sa démographie, régulièrement depuis 70 ans. Pendant ce temps, la pauvreté augmente et la précarisation du travail gangrène tous les postes dans tous les secteurs.

**Nous disons que l'emploi ne recouvre pas le travail,
et que le travail ne recouvre pas la vie**

En 2003, à la faveur des mouvements d'opposition à la réforme de l'assurance chômage, la CIP écrivait collectivement en AG un modèle d'assurance chômage à partir des besoins de travailleur/euse/s à activité discontinues à employeur-e-s multiples, tel qu'il est évident que c'est le cas structurellement dans les métiers du spectacle et de l'audiovisuel. Ce modèle, dès le départ, prévoyait de s'étendre à l'ensemble de l'activité réduite, sans discernement de secteur. Il permet d'intégrer les emplois atypiques, les indépendant-e-s précaires, etc. Il permet d'indemniser dix chômeur/euse/s sur dix car il n'est pas conditionné à l'exercice précédent d'un emploi salarié, en revanche, il intègre les revenus d'un éventuel emploi précédent dans sa règle de calcul pour ajustement de niveau. Il garantit pour zéro heure travaillée, au minimum le service d'un SMIC, instituant par là même un revenu minimum garanti entre l'emploi et le chômage.

**Il y aurait à terme deux régimes : un adapté au modèle CDI,
un autre à l'emploi discontinu**

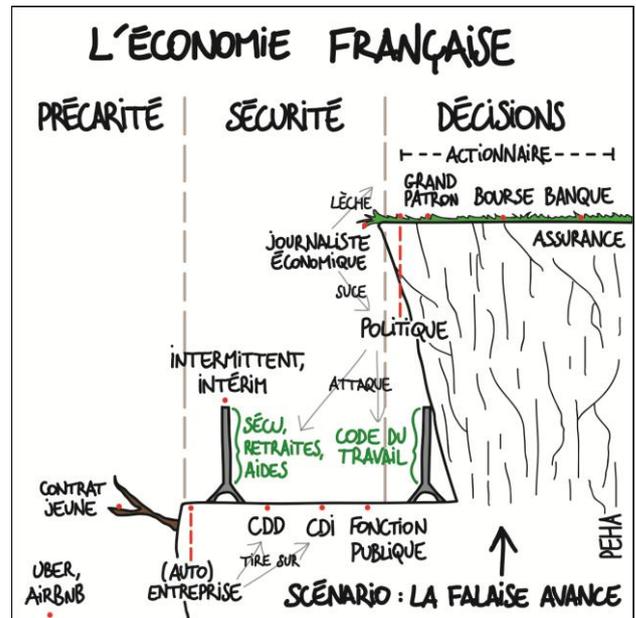
Sa version restreinte à l'intermittence du spectacle a été chiffrée et comparée à celle mise en œuvre par l'UNEDIC depuis 2003, à la faveur de la mobilisation de 2014-15. Le modèle s'est avéré couvrir mieux la précarité, à coût comparable, toute chose égale par ailleurs.

Aujourd'hui la CIP initie une étude pour ajuster ce modèle aux réalités de l'emploi telles qu'elles ont évolué depuis 2003, évaluer l'étendue de la couverture sociale et le coût qu'engendrerait un tel dispositif. Cette étude commencerait par une enquête sur les pratiques discontinues, atypiques, précaires, indépendantes. L'enjeu et la rédaction d'un texte qui puisse contribuer à un débat politique qui se fonde enfin hors horizon du plein emploi.

Nous l'avons dit plus haut, il y a des marges de manœuvres. En tout état de cause, un débat subséquent sur le financement du modèle en découlerait, dont l'enjeu serait non seulement la reconnaissance de la légitimité d'un revenu pour le travail invisible, mais aussi la reconnaissance du fait que nous contribuons tou-te-s, en tout point et à tout moment à la création de richesse. A la différence des autres modèles de revenus garantis, ce modèle se base sur un outil existant, qui est l'assurance chômage. Pour y parvenir, il est nécessaire de réviser profondément sa gouvernance. Le dialogue social n'existe pas, il repose sur un paritarisme dont les règles sont biaisées.

<http://francestrategie1727.fr/thematiques/nouvelles-formes-du-travail-et-de-la-protection-sociale/>

Pour ceux qui n'ont pas le courage d'affronter 159 minutes de débat :
00:48:00 Intervention tribune de Gael
01:00:00 Intervention salle de Jeff
01:05:20 contre attaque de V.Descacq
01:17:10 Riposte de Gael



MAUVAIS COUP D'ÉTAT

Notre adversaire veut nous faire croire que ses intérêts sont aussi les nôtres, mais nous ne sommes pas naïf/ve/s : Nous savons que lorsqu'il prétend lutter contre *la* crise, il lutte contre *sa* crise. Lorsqu'il prend des mesures pour assurer *la* sécurité, il compte bien sûr assurer *sa* sécurité. Lorsqu'il défend *la* liberté d'expression, il défend *sa* liberté d'expression.

Quand il veut faire respecter *les* valeurs de la République, il entend en fait faire respecter *ses* valeurs. La liste des manipulations que nous subissons est longue, car le pouvoir use et abuse de son monopole sur le discours. Ce monopole s'exprimera sur l'opinion publique par la manipulation et les sophismes visant à discréditer notre mouvement. La violence policière, forcément disproportionnée sera justifiée et mise en parallèle par les images de quelques vitrines brisées.

L'idée selon laquelle il est normal de se faire crever l'œil par un flashball ou tuer par une grenade pour des atteintes à du matériel sera induite sans que personne ne bronche sur les canaux officiels de l'information.

Les médias aux ordres mettrons en avant les casseur/euse/s masqué-e-s, cagulé-e-s, ou seulement capuché-e-s comme le symbole d'une jeunesse brutale qui *prépare un mauvais coup*. Mais voilà ce que nous avons à leur dire.

Le 17 mars, nous avons vu une police casquée, armée jusqu'aux dents d'armes dites « non létales ». Nous avons perçu leur violence réactionnaire lors du guet-apens qu'ils nous ont tendu à Strasbourg ou à la faculté de Tolbiac à Paris.

Dans nos rangs personne n'a été dupe sur la présence de policier-e-s en civils affublé-e-s de larges lunettes de soleil afin de rester discret-e-s.

Partout en France, une police qui pratique l'infiltration, l'intimidation, la menace et le tabassage ne peut que nous conforter dans l'idée que si un *mauvais coup* se prépare, ce n'est pas dans nos rangs.

Nous avons pour la plupart défilé le visage découvert, nous avons regardé les chien-ne-s de garde d'un système pourri dans les yeux. Sans honte, mais sans haine aucune, comme eux/elles, nous sommes persuadé-e-s d'œuvrer pour un bien. Mais nous n'avons pas besoin de nous cacher sous une épaisse cuirasse pour cela.

Il faudra leur dire, à chaque fois que nous leur ferons face, que nous les voyons, que nous savons ce qu'ils/elles sont, que nous connaissons leur impunité et leur dangerosité, mais que rien ne nous empêchera d'obtenir une victoire éclatante qui ne sera que le début d'une longue série de succès.

CALAIS 2016

Des milliers de migrant-e-s ont trouvé la mort en Méditerranée pendant que l'Europe, soit disant impuissante, regarde ailleurs. Lorsque ces peuples qui fuient la misère, la guerre, la violence, les menaces entrent sur le territoire "européen", ces derniers font l'objet de diverses stratégies politiques. Depuis les années 2010 on assiste passivement à l'arrivée de milliers de migrant-e-s en Europe originaires d'Afrique, du Moyen Orient, d'Asie du Sud. L'Organisation Internationale pour les Migrants (OIM) et le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) faisaient état en décembre 2015 de 1 005 504 entrées de migrant-e-s en Europe, par voies maritime et terrestre.

L'Europe tente d'imposer des quotas aux pays. Des pays ferment leurs portes et construisent des murs, d'autres l'entrouvrent et ouvrent des camps.

Avec Max-Paul L., nous avons passé 5 jours au contact de ces personnes. Une rencontre humaine paradoxalement vivante, où la misère se joint à l'espoir et à l'amitié.

Ainsi nous sommes allés en tant que bénévoles sur le camp de la linière, à Grande Synthe, près de Dunkerque. À l'heure où les frontières se ferment, ce camp a récemment ouvert. Grande Synthe, dans le département du Nord, fait partie de l'agglomération de Dunkerque.

Un camp sauvage, construit spontanément par une centaine de réfugié-e-s, se trouvait au cœur de la ville. Lorsque les flux de migrants ont augmenté, la ville s'est confrontée à l'explosion du nombre de migrant-e-s. De ce fait la municipalité largement soutenue par Médecin Sans Frontières a pris l'initiative d'ouvrir un centre d'hébergement sur une friche industrielle. D'un côté, l'ancien camp, des centaines de tentes misérables, posées sur une mer de boue, dans laquelle on s'enfonçait jusqu'à la cheville. De l'autre, des cabanons en bois sur un sol en gravier. Les migrant-e-s - pour l'essentiel des Kurdes - sont donc installé-es en bordure de l'autoroute A16, qui mène vers Calais et le Royaume-Uni.

L'association Utopia 56 s'occupe de la gestion de ce site avec l'aide de plusieurs dizaines de bénévoles (environ 120). Près de 1 500 personnes sont donc logées dans des « shelters » de petite taille où des familles et de nombreux enfants vivent. Le quotidien de ce camp est rythmé par la participation de bénévoles. Des bénévoles issu-e-s du monde entier qui partagent la même envie d'aider. Les associations ont ouvert un centre culturel, lieu d'apprentissage pour tous les âges. L'espace culturel se révèle être facteur d'intégration, il assure des cours d'anglais et désormais des cours de français, indispensables pour les demandeur/euse/s d'asile ! Un énorme travail est mené afin de rendre la vie des migrant-e-s la plus facile possible. Ils s'occupent également de la sécurité des migrant-e-s dans leurs déplacements, de la distribution de repas midi et soir, de biens de première nécessité, de la distribution de vêtements, ils gèrent la laverie, prennent en charge la construction pour améliorer, agrandir, réparer les cabanons... Cette association, aidée d'employé-e-s municipaux/ales embauché-e-s pour l'occasion, est présente en permanence pour stabiliser le camp. Des bénévoles souvent aidé-e-s par la spontanéité des migrant-e-s dans la réalisation des différentes tâches.

La bonne humeur des personnes sur place, la gratitude des migrant-e-s, la motivation des bénévoles alliées à l'espoir d'une vie meilleure permettent au camp de se développer dans une atmosphère relativement paisible. La vie sur le camp est intense, malgré des périodes plus difficiles il existe des réels temps de partage, d'échanges et de vie commune. La présence d'enfants, de nouveaux/elles-né-e-s rend l'action d'autant plus indispensable.

En France le camp de Calais reste le plus connu et le plus médiatisé. Les migrant-e-s viennent du monde entier et espèrent trouver en France le droit de vivre dignement. Ce camp à l'allure de bidonville est constamment pointé du doigt, désigné comme inacceptable et indésirable. Le sol boueux, les écoles, les épiceries de fortune, les restaurants, les coiffeurs etc. font

de ce camp un village autonome, ou presque. C'est sans compter le rôle des associations présentes au quotidien pour faciliter la vie des migrant-e-s notamment par la distribution de repas et de vêtements préparés à quelques kilomètres du camp par "l'Auberge des Migrants". Récemment l'État a décidé de détruire la partie sud de "La Jungle", habitée par des centaines de personnes qui se contentaient d'habitations misérables souvent faites de bois et de bâches. La seule intervention étatique apparaît être celle de détruire le camp, défaire cette communauté pour les inciter à quitter le pays. Pays qui pourtant était source d'espoir, pays pour lequel certains ont tout quitté.

On peut y voir une perte d'autonomie et une forme de dépendance dans l'assistance permanente, de plus cette "pérennisation" de la situation qui fait si peur à l'État, peut être dangereuse et contribuer à l'exclusion de ces personnes. Mais il s'agit aussi de faciliter la vie de familles, de femmes et d'enfants qui n'ont plus rien à perdre, il s'agit d'aller à l'encontre des politiques gouvernementales et européennes qui tendent à délaissier les gens dans le besoin. En agissant de la sorte, la municipalité et les associations sur place affirment le besoin de venir en aide aux réfugié-e-s et de ne pas tomber dans l'indifférence.

On se refuse d'interdire aux citoyen-ne-s du monde le droit de vivre dignement. Le camp de la linière s'inscrit dans une politique de relais, de compensation face aux manquements des politiques internationales, il ne s'agit pas de parquer des gens définitivement.

La volonté pour ces pauvres gens, qui vivent dans des conditions déplorables est celle de vivre plus décemment. Beaucoup rêvent de l'Angleterre parce qu'il est plus facile de trouver un logement, plus facile de travailler. D'autres souhaitent obtenir l'asile politique et pouvoir s'adapter. Pour cela ils/elles sont prêt-e-s à prendre tous les risques pour traverser la manche. Chaque nuit, des migrant-e-s tentent leur chance dans cette traversée périlleuse et épuisante, en sachant qu'ils ont déjà parcouru des milliers de kilomètres. C'est malheureusement souvent un échec. Certain-e-s avisent de rentrer dans leur pays d'origine s'ils/elles restent cloîtré-e-s dans des camps. On le sait, la position de nos politiques n'est pas favorable aux demandeur/euse/s d'asile. Dans ce cadre il est nécessaire de se mobiliser comme on le peut pour permettre aux réfugié-e-s de retrouver un peu de dignité en attendant la reprise de leurs droits.

L'association Utopia 56 a besoin de bénévoles de manière continue, ils ont besoin de donations pour permettre au camp de fonctionner et ne pas laisser les réfugié-e-s une fois encore seul-e-s et isolé-e-s : leur site : <http://www.utopia56.com/> L'État qui vient de reconnaître le camp, n'a à cette heure toujours pas contribué financièrement à la gestion du camp. Des prêts personnels sont parfois contractés par les coordinateurs.

Rencontrer les personnes sur place, se rendre compte de l'ampleur des dégâts est nécessaire à ceux et celles qui sont sceptiques quant à l'accueil de réfugié-e-s. Une phrase révélatrice qu'un bénévole, Sébastien, m'a dit pendant un trajet en voiture était "Je suis bien ici, je crois que je préfère être ici qu'être à mon travail". Il s'agit de se rendre utile comme on le peut, de rencontrer des femmes et des hommes dont les conditions sont exécrables et qui ne peuvent durer. Cette forme d'action permet de tendre à un intérêt commun, travailler pour le bien de tou-te-s, valeur que l'on perd de vue. L'action sur le terrain doit être transitoire, elle ne peut pas être définitive, elle ne doit pas contribuer à pérenniser cette misère.

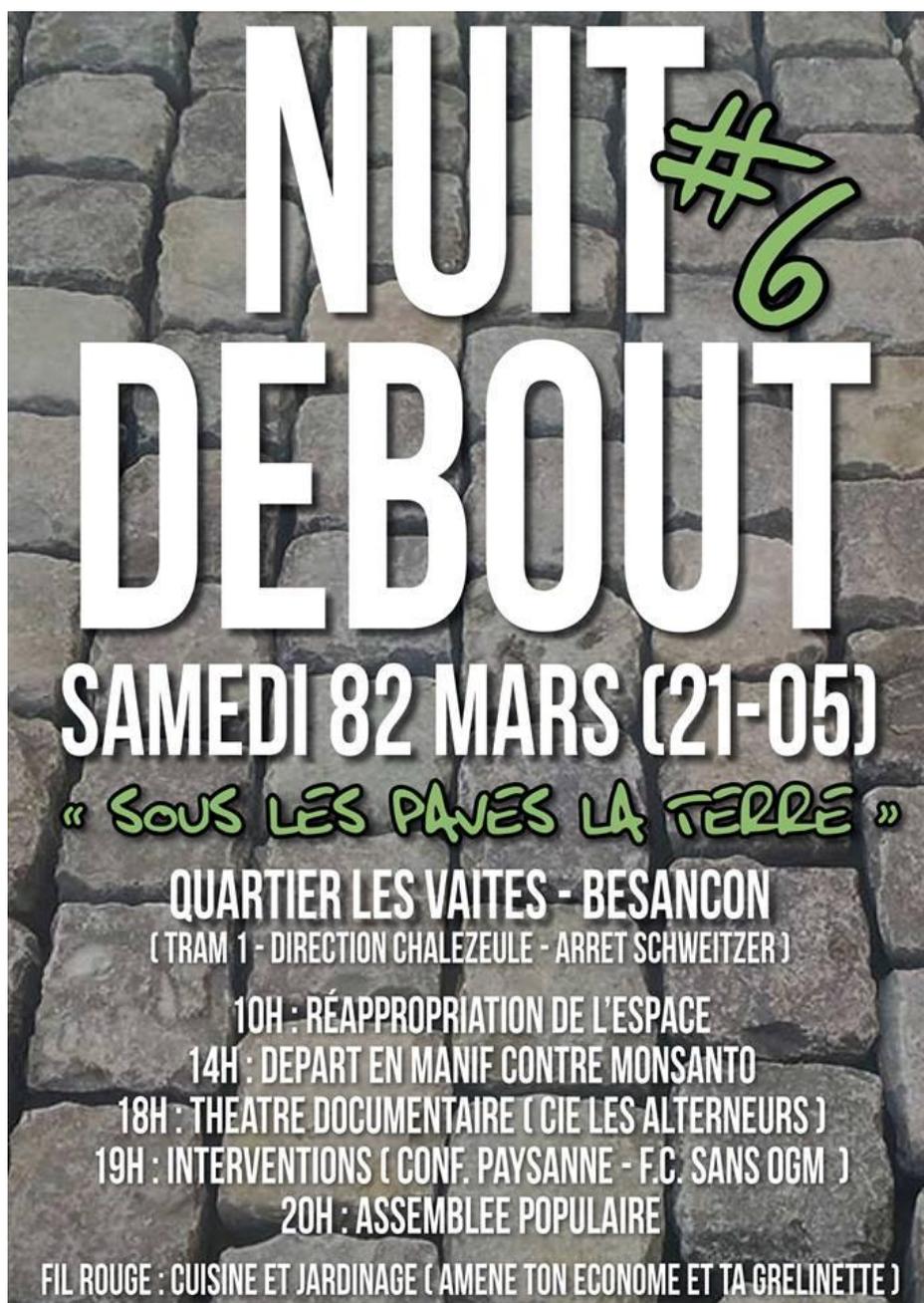
On ne choisit pas de tout perdre, on ne choisit pas d'être victime des guerres tout comme on ne choisit pas la précarité et la marginalisation. Le combat contre l'abandon des réfugié-e-s, pour leur intégration et la fin du chaos qui règne dans leurs différents pays est du même ordre que le combat contre les inégalités, contre l'exclusion et contre l'exploitation dans le monde.

Rémy J.
Message d'espoir

Le **Mouvement Nuit Debout** existe depuis le **31 Mars 2016**. Il a été lancé dans le cadre des manifestations contre la Loi El Khomri, dite « Loi Travail », par le journal *Fakir* sur la base du slogan « Après la manif, on ne rentre pas chez nous ». Il consiste à occuper les places publiques pour y tenir des assemblées populaires lors desquelles tout individu peut s'exprimer librement sur les questions politiques.

À Besançon, la première Nuit Debout s'est tenue le samedi 9 Avril, elle a donné lieu à la création du **Comité de Lutte Besançon**. Les seules prises de parole qui n'y sont pas souhaitées sont celles défendant la Loi Travail, l'économie capitaliste, les théories du complot et les différentes formes de discrimination.

Le **Comité de Lutte Besançon** organise une **Nuit Debout** par semaine, sur l'alternance jeudi/samedi. Il s'est doté d'une **Commission Communication** pour relayer ses informations (radio, journal, web, affiches, flyers, forum) ; d'une **Commission Bouffe** pour récupérer et cuisiner de quoi manger lors des Nuit Debout ; d'une **Commission Logistique** pour la gestion matérielle (sono, vitabris, papiers, cartons, palettes, tapis, tables, bancs) ; d'une **Commission Action** pour intervenir auprès des pouvoirs économiques et des institutions politiques ; d'une **Commission Éducation Populaire** pour sensibiliser la population à la dimension créative et artistique du mouvement social ; d'une **Commission Convergences** pour se coordonner avec les associations, les collectifs, les syndicats et les autres comités bisontins ; et d'une **Commission Trésorerie** pour la gestion de ses finances. Pour tout contact : comitedeluttebesancon@gmail.com.



**NUIT
#6
DEBOUT**

SAMEDI 82 MARS (21-05)

« SOUS LES PAVÉS LA TERRE »

QUARTIER LES VAITES - BESANÇON
(TRAM 1 - DIRECTION CHALEZEULE - ARRET SCHWEITZER)

10H : RÉAPPROPRIATION DE L'ESPACE
14H : DEPART EN MANIF CONTRE MONSANTO
18H : THEATRE DOCUMENTAIRE (CIE LES ALTERNEURS)
19H : INTERVENTIONS (CONF. PAYSANNE - F.C. SANS OGM)
20H : ASSEMBLEE POPULAIRE

FIL ROUGE : CUISINE ET JARDINAGE (AMENE TON ECONOMME ET TA GRELINETTE)

Besançon #Debout est publié par le Comité de Lutte Besançon, ses pages sont ouvertes à toute personne en lutte contre la Loi Travail et son monde, et/ou à tou-te-s les participant-e-s de Nuit Debout. Les articles qui y sont relayés ne sont que le reflet de la pensée de leurs auteur-e-s (anonymes ou non), le CLB ne peut donc être tenu pour responsable des propos qui y sont tenus.

NOS PARTENAIRES

**COORDINATION DES
INTERMITTENTS ET PRÉCAIRES**

**COMITÉ DE MOBILISATION
DE L'UNIVERSITÉ DE FRANCHE-COMTÉ**

**STOP
TAFTA**



SOMMAIRE

Loi Travail : l'impossible horizon des patron-ne-s (1) La porte ouverte par la Loi El Khomri (2) L'efficacité de Nuit Debout : la force politique du lieu (3) Concilier radicalité et risque de répression (7) Pour réussir la mobilisation, 3 solutions : Unité, unité et unité (8) Vous avez dit « violence » ? (9) Qu'est-ce que la BiblioDebout ? (9) Adresse à l'Assemblée Régionale Bourgogne - Franche Comté du 29 Avril 2016 (10) Intervention de la CIP au débat France Stratégie du 10/05/2016 (11) Mauvais coup d'État (12) Calais 2016 (13).